HAUTEFORT, NOTRE PATRIMOINE













COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ N° 74

SOMMAIRE

I	Sur les traces d'un parcours à suivre…….	Page 3
II	Compte rendu de l'Assemblée Générale H.N.P 4 avril 2026…..……..	Pages 4 à 5
III	Présentation du livre "Hautefort en flammes" par Alain RIVIÊRE…….	Pages 6 à 7
	Ce mot "banturle" ne nous a pas laissés indifférents……...	Page 7
IV	Les peintures murales en Périgord, X^{e} - XX^{e} Siècle Serge LARUË de Charlus - 4 avril 2026 …….....	Page 8
V	Les oubliés de l'histoire - 31 janvier 2026 - Sainte-Eulalie d'Ans……...	Pages 9 à 10
VI	Visite de Saint-Martial-d'Albarède du 7 novembre 2025……..….	Page 10
	VI-a Les Établissements DURBAN……	Pages 11 à 12
	VI-b Les Fours à chaux du BOURG……..	Pages 12 à 13
VII	Vivre aux Papèteries de Condat durant les années fastes. Les souvenirs du directeur et des employés….	Pages 14 à 21
VIII	Des Chapelles sur le territoire de Badefols d'Ans…….	Page 22
IX	Des idées de lecture……..	Page 23

Hommage à Philippe CHARIÉRAS

Cher Philippe,

Nous sommes réunis pour t'accompagner dans ta dernière demeure. L'association *Hautefort, Notre Patrimoine* à laquelle tu appartenais a souhaité rejoindre ta famille pour te saluer. Un long voyage t'attend sur le chemin de l'éternité.

Philippe CHARIÉRAS fut un grand monsieur animé par de remarquables qualités intellectuelles et humaines. Après une belle carrière professionnelle, ce fut le temps de la retraite. Il vint la passer en partie près de Hautefort.

Son goût et son intérêt pour l'histoire en général mais aussi régionale le conduisirent naturellement vers une association locale : ce sera Hautefort Notre Patrimoine, aux premiers jours de sa création. Au sein d'HNP, il se montrera comme un adhérent cultivé, actif et éclairé. Possédant d'excellentes qualités de camaraderie, il s'associera à toutes les animations et tissera des liens d'amitié solides. Sa disparition attriste tous ceux qui l'ont côtoyé et apprécié.

Cher Philippe repose en paix sous cette terre près des défunts de ta famille. Tu as beaucoup donné dans la société des hommes. Merci. Adieu.

Pour HNP, Général Christian Boisson
23 avril 2026

Dordogne PÉRIGORD LE DÉPARTEMENT dordogne.fr

HAUTEFORT SAINT-AGNAN Avec force et envie

I
Sur les TRACES d'un PARCOURS à SUIVRE...

Le 9 avril dernier, le conseil d'administration de l'association s'est réuni à la suite de l'assemblée générale et conformément à ses statuts.

En ouverture, le président a exprimé le souhait de mettre fin à son mandat, tout en affirmant sa volonté de continuer à contribuer activement au développement de nos activités. Les membres du conseil, saluant son engagement et l'immense travail qu'il a accompli, se réjouissent de pouvoir encore bénéficier de son expérience, en qualité de vice-président.

- Élues à la présidence,

Martine Hamelin et **Véronique Richard**,

assureront la relève, accompagnées de son soutien et du bureau :

- Thomas Mc Donald, vice-président,
- Daniel Blondy, vice-président,
- Benoît Hamelin, trésorier,
- Christiane Bugeaud, trésorière adjointe,
- Annie Brachet, secrétaire,
- Monique Debet, secrétaire adjointe, communication digitale,
- Evelyne Collin, communication, affiches,
- Christine de Lestrade, chargée du site internet HNP,
- Colette Viana, assistance administratif.

Ce message est l'occasion de renouveler l'engagement d'HNP à rechercher, faire connaître et valoriser le patrimoine du Pays de Hautefort sous toutes ses formes, conformément à sa mission fondatrice. Plus que jamais, les énergies doivent servir cette cause et renforcer les liens avec nos partenaires et voisins.

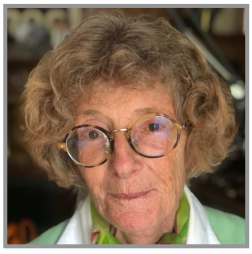
Avec le soutien et l'accompagnement de tous, l'élan donné ces dernières années doit se poursuivre.

A très bientôt,

Martine Hamelin



Véronique Richard



II
Compte rendu de l'Assemblée générale H.N.P.
Salle des fêtes de Hautefort/Saint-Agnan
4 avril 2026

Le quorum étant atteint, le Président de l'association *Hautefort, Notre Patrimoine***,** Daniel Blondy, ouvre la séance à 14h45 en remerciant les maires des communes du canton d'Hautefort qui soutiennent notre action par leurs aides financières ; quatre d'entre eux sont d'ailleurs parmi nous aujourd'hui, (ceux de Génis, Granges d'Ans, Hautefort et Temple Laguyon). Il présente les excuses des deux Conseillers départementaux, occupés par ailleurs. Des remerciements pour leur présence sont également adressés à nos invités à cette 28e assemblée : le Contrôleur général des Sapeurs-Pompiers de Dordogne, Alain Rivière, Sophie Dupont, Déléguée départementale de l'association des Vieilles Maisons Françaises et Serge Laruë de Charlus, notre conférencier du jour. Le Contrôleur général nous présentera avant la pause son livre « *Hautefort en flammes* » que HNP vient de publier ; Sophie Dupont nous fera partager, non sans émotion, sa propre expérience des dangers qui menacent le Patrimoine.

Jean-Louis Pujols, Maire récemment réélu à Hautefort, souhaite la bienvenue à tous les présents. Il se déclare quant à lui très heureux d'avoir été invité, remercie chaleureusement *Hautefort, Notre Patrimoine* pour l'exemplaire du livre sur l'incendie de Hautefort qui vient de lui être offert et félicite HNP pour son travail.

Avant de présenter le rapport moral, Daniel Blondy remercie les adhérents pour leur fidélité et leur participation soutenue aux activités que nous leur proposons. Il leur rappelle que HNP souhaite tenir ses activités dans des lieux différents du pays de Hautefort, mais toutes les salles n'ont pas la possibilité d'être obscurcies en cas d'utilisation d'un vidéo projecteur.

Il précise par ailleurs que nous comptons à ce jour 311 adhérents. Il rappelle aux membres de l'association, l'impérieuse nécessité de donner d'abord une adresse postale extrêmement précise et ensuite un contact internet qui allègerait le travail du secrétariat. Trop de CRA nous reviennent pour non distribution.





1/ Rapport moral

Rappel des activités entreprises tout au long de l'exercice 2025 :

- Visite aux *Patrimoniales du Salembre*, le 8 février.
- Conférence de Guy Penaud : sa vision du Périgord, le 29 mars à l'occasion de l'Assemblée générale.
- 24 avril : Conférence de l'AFAV sur les crimes de guerre au pont Laveyras en février 1944.
- Publication de « Hautefort vu en 1908 par Lawrence d'Arabie » ou la visite à Hautefort d'un étudiant qui s'illustrera plus tard sous le nom de Lawrence d'Arabie.
- 16 et 17 août, participation à la fête de la noix à Nailhac avec Christophe Beaudot puis marche vers le chêne truffier avec Alain Cluzeau en association avec les conteurs de Hautefort.
- Le 8 octobre, sortie à Périgueux : avec Serge Laruë de Charlus le Conservatoire d'art sacré et avec Patrick Palem l'Hôtel Brou de Laurière .
- 7 novembre : Visite du village de Saint Martial d'Albarède, sous la houlette de Francis Boddart : Établissement Durban, anciens fours à chaux, peintures de l'église de Saint Martial d'Albarède, Liaurou et La Reymondie.
- Tenue d'un stand à la fête de la noix à Nailhac, le 17 août et à la fête des paniers, le 14octobre.
- De nombreux membres ont tenu à assister à la présentation de Saint Martial Laborie, le 6 juillet et à s'associer à la commémoration de la SHOAH à Cherveix-Cubas le 6 octobre.
- Publication de 3 comptes rendus d'activité de 24 pages,
- Archivage des documents anciens reçus par HNP au fil des ans, à la suite de déménagements ou de successions ; le premier classement est fait ; il en faudra un autre pour l'affiner et le mettre à la disposition du public.
- Rénovation de notre site. Daniel Blondy présente Christine de Lestrade qui donne quelques précisions informatiques sur son contenu.

Soumis au vote le rapport moral est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés

2/ rapport financier

Il est présenté par Benoît Hamelin, Trésorier de l'Association :

- Contrairement à l'exercice précédent, celui de 2025, avec 15 052,94€ de produits d'exploitation et 11 686,74€ de charges, nous ont permis de dégager un excédent de 3 366,22€ qui a rééquilibré notre budget.
- La situation financière de HNP est parfaitement saine et nous envisageons pour l'année en cours un budget prévisionnel de 12 015 €.

Soumis au vote, le rapport financier est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés

3/ Renouvellement des membres sortants du Conseil d'administration :

Etaient sortants :

- Mesdames Dominique Bertram, Annie Brachet, Christiane Bugeaud, Evelyne Collin, Véronique Richard ;
- Messieurs Dominique Liabeuf et Thomas McDonald.
- Une nouvelle candidature a été reçue, celle de Monsieur Jacques Leconte.

- Monsieur Dominique Liabeuf choisit, pour convenance personnelle, de ne pas se représenter au Conseil d'administration mais souhaite devenir membre associé.

Les sortants sont tous réélus et Jacques Leconte élu.

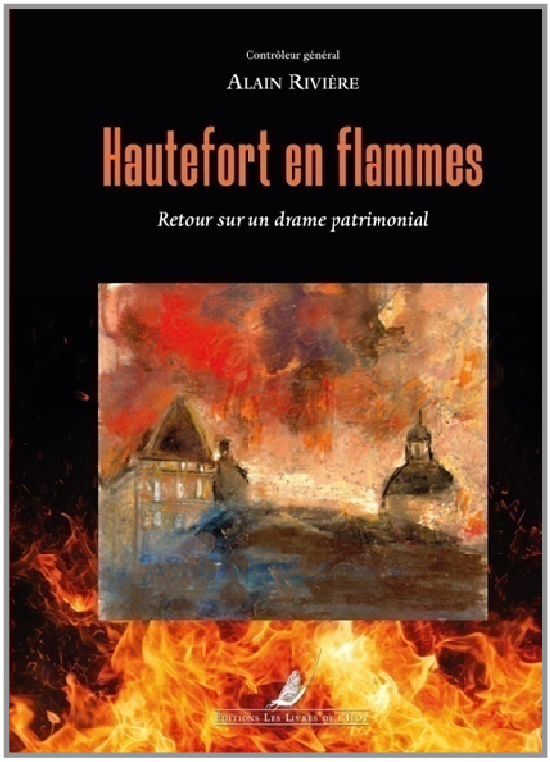
Un Conseil d'administration aura lieu le 9 avril pour la formation du Bureau et le tableau des membres sera modifié en conséquence.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée et la parole donnée au Contrôleur général Rivière pour la présentation de son livre « Hautefort en flammes ».

III
Présentation du livre
Hautefort en flammes

Contrôleur Général Alain RIVIÈRE
Directeur départemental
des services d'incendie et de secours de la Dordogne





Natif du Nord-Est de la France (Haute-Marne), issu d'une lignée de sapeurs-pompiers, le contrôleur général Alain Rivière est titulaire d'un master II en gestion des risques de l'Université de Poitiers et officier de sapeurs-pompiers professionnels depuis 40 ans. Sa carrière l'a conduit à Besançon, Bar-le-Duc, Niort, en Haute-Savoie, Ardèche et désormais en Dordogne depuis 2022 à la tête du service départemental d'incendie et de secours et du corps départemental des sapeurs-pompiers.

Auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'histoire de la Seconde guerre mondiale et des sapeurs-pompiers, animateur de la commission Histoire et Musées de la Fédération Nationale des Sapeurs-Pompiers de France de 1998 à 2006, chevalier de la Légion d'honneur, de l'Ordre national du Mérite et des Palmes académiques.

31 août 1968 - 14 avril 2019 :

Deux dates qui résonnent en écho à deux incendies ravageurs : Hautefort et Notre-Dame de Paris en flammes.

À un demi-siècle d'intervalle, pour nous rappeler combien le patrimoine français peut être vulnérable face aux risques d'incendie, deux chefs-d'œuvre de l'architecture française, ont été sauvés grâce au courage et au dévouement des sapeurs-pompiers et reconstruits grâce à une mobilisation populaire extraordinaire.

Deux époques, deux contextes différents mais un même combat. En Dordogne, aux confins du Limousin et du Périgord, à Hautefort, l'insouciance de deux jeunes filles va anéantir en une nuit les quarante années d'effort de la baronne et du baron de Bastard pour redonner le lustre d'antan à ce château laissé au fil des années à l'abandon. Il existe de nombreux ouvrages sur l'histoire du château et de leurs illustres propriétaires, mais aucun à ce jour sur ce tragique incendie.

L'auteur, professionnel expérimenté des questions de sécurité incendie, dresse un constat sans concession du contexte d'organisation, d'équipement, et de formation des sapeurs-pompiers de l'époque.

Aussi, à partir d'archives inédites, de témoignages, de coupures de presse, nous fait-il revivre l'ambiance de cet après-midi du 30 août 1968, du goûter organisé au château par la baronne de Bastard pour réunir les jeunes gens de « bonnes familles » des alentours jusqu'à cette tragique visite des combles. Puis, nous nous plongeons au cœur de la nuit, par un récit très précis, de la naissance, du développement et de la propagation de l'incendie à l'ensemble du château alors que s'organise avec acharnement la « guerre du feu ». Après de longs atermoiements, grâce à la mobilisation des pouvoirs publics et d'une population toute entière, commence la reconstruction qui va s'étaler de 1969 à 1984.



Au bout du compte, deux questions se posent légitimement :

- A-t-on tiré tous les enseignements de ce sinistre ?

- De nos jours, les sapeurs-pompiers feraient-ils mieux que leurs anciens ?

Celui-là c'est une "banturle"

Ce mot ne vous a pas laissés indifférents, Daniel Chavaroche non plus.
Le conteur périgourdin bien connu nous a proposé une suite éclairante, ce dont nous le remercions chaleureusement ... Savourez !

Traiter quelqu'un de la sorte n'est pas forcément gratifiant. Mais d'où vient ce mot « banturle » qui vient s'immiscer dans le français local ?

De l'occitan ou langue d'oc, langue parlée en Périgord depuis bien plus longtemps qu'on y parle couramment et quotidiennement français.

Plus précisément du verbe occitan « se vantar », se vanter, se mettre en avant, en dire plus qu'on en fait, pérorer. Mais d'où vient le [b] ? De la proximité phonétique classique qui existe entre [v] et [b], pas vraiment [v], pas vraiment [b], souvent entre les deux.

Et le « vantar-vanturlar » ? En occitan, on utilise beaucoup les suffixes péjoratifs. « Urla » en est un assez courant, comme cantar-canturlar (chantonner de manière vague et imprécise), pintar-pinturlar (boire à l'excès), fintar-finturlar (guetter)…

Une banturle, par dérivation, cela peut être quelqu'un pas très fiable, agaçant, envahissant…

IV
Les peintures murales en Périgord, X^e - XX^e Siècles
Serge LARUË de CHARLUS
4 avril 2026

Serge Laruë de Charlus nous a fait aimer les fresques de l'église de St Médard-de-Drone le 8 février 2025 (voir CRA 72, août 2025).
Il nous a ouverts aux trésors du Conservatoire d'Art Sacré de Périgueux, (voir CRA 73 de décembre 2025).
Depuis ce 4 avril, grâce à lui, "les peintures murales en Périgord, X^e-XX^e siècles » n'ont plus de secrets pour nous.

Il est l'un des co-auteurs du livre qui vient d'être publié aux éditions Confluences par la Société Historique et Archéologique du Périgord : Les peintures murales en Périgord, Tome 2 : X^e-XX^e siècles.





Le Périgord possède un important patrimoine d'œuvres peintes sur les murs de ses églises, de ses châteaux ou de ses maisons privées. Ce patrimoine, fragile et souvent méconnu, prend place à la fois dans des monuments majeurs mais aussi dans des sites plus discrets en milieu urbain comme en pleine campagne.





C'est ce travail d'inventaire sur ces témoignages fragiles et précieux du Périgord qui reflète des croyances, des peurs et des modes de pensées différents de ceux d'aujourd'hui que Serge Laruë de Charlus nous a fait connaitre.



V
Les Oubliés de l'histoire
31 janvier 2026 Sainte-Eulalie d'Ans[1]

Recenser tous les prisonniers de guerre du Périgord !
Ce n'est pas une mince affaire à laquelle se sont attelés, sous la direction de Jean-Jacques Gillot, Francis Boddart, Guy-Francis Lachapelle du Bois et Martine Pinaud[2].

Minutieusement, les auteurs ont collecté plus de 17 000 identités de prisonniers de guerre natifs du Périgord ou que les hasards de la vie ont rattachées à la Dordogne administrative entre 1940 et 1945. Celle-ci, modifiée par la ligne de démarcation, comprit alors une partie de la Gironde et du Lot-et-Garonne. Cet ouvrage colossal remplit 5 volumes. La Dordogne, une fois définie et pour n'oublier personne, il a fallu ratisser large parce que ces prisonniers n'étaient pas tous en Allemagne, ainsi en a-t-il été de ceux que les Japonais avaient capturés en ancienne Indochine.

Évoquer le contexte des années 1930, c'est entonner « Tout va très bien, madame la Marquise » (1935), retrouver la douceur de « Tchi-Tchi » (1936), et aussi tourner en dérision la menace en allant « suspendre notre linge sur la ligne Siegfried » (1939) tout en reconnaissant avec Maurice Chevalier en octobre 1939 que la France a la meilleure armée du monde, car « Ça fait d'excellents Français »[3]. Mais, le 10 mai 1940, Guderian franchit la barrière des Ardennes, incrédule de l'armée française, et la stratégie de la blitzkrieg met un terme à la drôle de guerre.

La nasse se referme sur 1 800 000 soldats français que la wehrmacht transporte outre-Rhin ou bien, dépassés par le nombre, ils en enferment dans des fronstalags, des camps d'internement rapidement aménagés, en zone française occupée. Les officiers prisonniers sont répartis sur le territoire allemand dans 16 oflags, et les soldats et sous-officiers dans 80 stalags. Les conventions internationales interdisent de faire travailler les officiers. Par contre, le sort des simples soldats, est vraiment différent.

Le choc est violent et déprimant pour ceux et surtout celles qui vivent dans une France, vaincue, affligée et désormais occupée. « Je suis seule ce soir » chante Léo Marjane comme Lucienne Boyer en 1941, et Rina Ketty répète « J'attendrai », chanson d'avant-guerre remise au goût du jour par une actualité pesante. La vie d'une femme de prisonnier est difficile. De nombreux ménages se brisent… « À part ma mère, qui pense encore à moi ? » ressasse le prisonnier.

La projection partielle du film « Sous le manteau », tourné en cachette au sein de l'oflag XVII-A établi à Edelbach en Autriche, donne une idée de ce qu'est la vie des officiers prisonniers : du désœuvrement obligé naissent une bibliothèque, des loisirs comme le théâtre, le bridge ou les échecs. Des conférences et des cours divers de haut niveau sont donnés par les prisonniers eux-mêmes. Le sort des soldats est vraiment différents : ils sont répartis dans 80 000 kommandos. Ils ont faim et les colis expédiés par la famille ou généreusement distribués par la Croix-Rouge apaisent l'esprit.

« L'histoire des kommandos varie moins selon les régions que selon la nature des besognes qui s'y accomplissaient. Il y en eut de plusieurs sortes, qui peuvent se ramener à quatre principales, à savoir

[1] Initiative commune, HNP, le maire et la municipalité de Ste-Eulalie et les auteurs.
[2] Jean-Jacques Gillot, Francis-André Boddart, Guy-Francis Lachapelle du Bois et Martine Pinaud ont réussi leur pari de réunir en une série de plusieurs volumes tous les prisonniers de guerre originaires du Périgord, qui y ont vécu, où y ont seulement transité, avec pour chacun une notice biographique plus ou moins longue selon les renseignements qu'ils ont pu obtenir. Volume **1** : Lettres A et B – Volume **2** : de C à F – Volume **3** : de G à O – Volume **4** : de P à Z – Volume **5** (complémentaire – de A à Z).Editions Les Livres de l'Ilot.
[3] "Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ", Paul Reynaud

les kommandos militaires, où les prisonniers exécutaient généralement des travaux sur route ou sur voie ferrée (...); les kommandos agricoles, où la vie fut laborieuse et supportable; les kommandos d'usine, la plupart du temps véritables bagnes, monotones et débilitants; les kommandos de ville enfin, destinés aux artisans des professions les plus diverses, qui travaillaient chacun dans sa spécialité et jouissaient d'une liberté presque totale.[4]

En 1945, à la libération des camps, il reste encore 950 000 prisonniers. Au fil de ces années de plomb et de barbelés, les décès (de l'ordre de 37 000), les libérations diverses et les évasions ont réduit le nombre des prisonniers à 950 000, souvent physiquement affectés : la misère endurée réduit fortement leur espérance de vie.

Quelques évocations particulières révèlent les parcours de prisonniers du canton de Hautefort.[5] Certains des présents rapportent, non sans émotion, des anecdotes, des réflexions, des souvenirs de « ceux qui ont passé 5 ans de vacances en Allemagne à l'invitation d'Hitler ! »

D'autres n'ont rien à dire : « il y avait bien un ancien prisonnier dans la famille, mais il n'a jamais voulu en parler. »

Il est dommage que l'amour des chiffres ronds et ronflants force souvent à attendre un centenaire pour se rappeler ou commémorer. Avec la proximité de l'évènement, devoir d'histoire et devoir de mémoire y trouvent leur compte. L'oubli joue de tellement mauvais tours.

Daniel Blondy



NOËL 43

Comme nous l'avions annoncé dans le précédent Compte Rendu d'Activité N°73 - page 22 - Suite de notre sortie à Saint Martial d'Albarède.

Préparées par Francis Boddart, de belles découvertes nous attendaient ce vendredi 7 novembre 2025 à St Martial d'Albarède.
Après un accueil des plus chaleureux par Francis Cipierre, maire de la commune, Boddart nous a offert une introduction à Saint Martial et présenté le déroulement de la journée, une bonne façon de se situer dans l'espace et dans le temps.





[4] Francis AMBRIÈRE, *Les Grandes vacances*, Éditions de la nouvelle France1946, p. 185.
[5] Pour rester en proximité du pays de Hautefort, n'oublions pas le témoignage d'Armand Floirat, prisonnier de guerre, « Mes évasions en terre nazi », fascicule consultable à la bibliothèque de Hautefort. (voir aussi CRA57, août 2020, p.10 et 11).

VI-a
Les Établissements DURBAN

La première découverte surprenante a été la visite de ces établissements abrités dans des bâtiments vieillots que domine une mystérieuse cheminée de briques, témoin d'une industrie d'un autre temps. Avant de commencer la visite menée par le directeur, M. Boddart nous a présenté la genèse de cette aventure industrielle.

Retour dans le passé

1855- Jean Gangloff, jeune Lorrain mosellan fortuné, arrive en Périgord où il souhaite s'installer. Après une formation complète et solide, il compte bien créer sa propre brasserie. À cette époque, la bière connaît un joli succès dans le Sud-Ouest et, comme il est difficile de se faire une place en Alsace ou en Lorraine dans ce domaine, l'installation dans notre région lui apparaît évidente.

La source fiable du site de Combemarie, où coule en abondance une eau de qualité, l'intéresse au plus haut point pour approvisionner sa brasserie et assurer la fabrication de sa bière ; de plus cette eau est de bonne qualité. Jean Gangloff rencontre Prosper David, directeur d'une compagnie d'assurance de Périgueux, qui va accepter d'investir dans l'achat d'un terrain à Combemarie et la construction des bâtiments (brasserie et caves). Ces derniers sont loués à Jean Gangloff par Prosper David qui crée, en 1857, la société *« Brasserie de Saint-Martial »* sous la raison sociale *« David Jeune et Cie »*

Grâce à son mariage en 1863 avec Adeline Boyer, Jean Gangloff peut racheter la brasserie pour la somme de 14 000 Francs en décembre de cette année. Les affaires prospèrent. Le Lorrain a trouvé sa place dans la société locale : en juillet 1874, Jean Gangloff devient maire adjoint lors des élections municipales.

L'ouverture d'un entrepôt à Périgueux développe le rayonnement commercial. Le nombre d'ouvriers augmente.

Curieusement les difficultés arrivent alors que l'entreprise apparaît saine et florissante.

En 1880, il doit trouver d'autres fonds pour financer l'exploitation de la brasserie. Il fait appel à des « banquiers » dans la bourgeoisie excideuillaise. La transformation juridique de la brasserie permettant d'associer à l'affaire les créanciers de Gangloff est inévitable et, en 1883, la création d'une société anonyme ôte à Gangloff le contrôle total de la brasserie : il en devient le directeur et Ernest Pouquet, principal « banquier » préside le Conseil d'administration.

Les relations entre Gangloff, ses associés et ses créanciers s'enveniment. La société est dissoute et une adjudication en cinq lots est décidée (1893).

La brasserie est louée à Gangloff qui disparaît en 1910. Jusqu'en 1915 l'entreprise embouteille de la bière et de la limonade. La Première Guerre mondiale arrête brutalement l'activité et l'usine est occupée en 1916 par des soldats au repos.

La *"Société Anonyme Brassière d'Excideuil*" est constituée en 1924 mais l'entreprise est définitivement fermée en 1928. Une coopérative de céréales de Lanouaille loue les locaux pour entreposer de très grandes quantités de blé.

L'aventure du jeune Lorrain se termine de façon malheureuse.

1941– Une nouvelle ère s'ouvre

En 1941, la SARL A.Durban de Pantin s'installe en Dordogne et transforme le site en distillerie. Les Descombes dirigent l'entreprise pendant la guerre. En 1946, les établissements A. Durban deviennent *« Etablissement Maurice Bonnet »*.

En 1970, Raoul Mouton reprend l'affaire et, en 1992, Pierre Mouton succède à son père. Depuis 2022, c'est Paul, le petit-fils, qui dirige l'affaire et qui est notre guide. Suivons-le. Commence alors un intéressant voyage olfactif.

Finie la distillerie de l'établissement Durban. Ici, on fabrique et on conçoit aussi des arômes naturels pour l'industrie alimentaire.

De la plante à l'arôme

Nous entrons dans un local où sont entreposées toutes sortes de plantes et épices venant de France et d'ailleurs. Selon les commandes, des extraits sont créés sur une base eau/alcool selon deux procédés en fonction de la demande : la macération et /ou la distillation.

- La macération -

Cette opération consiste à placer des plantes dans une cuve et les laisser infuser dans de l'eau.

Ensuite filtrage. Parfois il s'avère nécessaire de recourir au « remontage » : cela consiste à verser 2 à 3 fois le liquide obtenu sur les plantes dont le réseau va filtrer les résidus. Enfin soutirage dans des cuves plus petites.

Station de traitement des racines de gentiane

Les racines sont coupées puis lavées par des jets d'eau suivi de l'égouttage puis le broyage. Les racines sont placées dans une cuve où elles vont macérer pendant 3 à 4 semaines, seuil de dilution de l'alcool.

- La distillation -

Dans cette opération, on utilise de l'alcool. Sous l'action de la chaleur, l'alcool s'évapore et passe dans un serpentin. On ajoute de l'eau et on obtient un distillat. Il faut 2 à 3 heures de distillation pour des petits volumes de plantes et 6 à 7 heures pour des volumes plus importants. On peut aussi redistiller selon les plantes au moment du soutirage et remplir des petites cuves ou des seaux de 15L.



À l'assemblage, des différents distillats ou infusions sont mélangés dans des quantités très précises en respectant un ordre donné par le concepteur. On fait un échantillon pour le contrôle de qualité et valider le résultat de l'assemblage en attribuant un code.

Quand les extraits sont prêts, ils sont stockés dans des bidons, des fûts ou des containers.

Des sociétés de transport viennent charger les contenants pour les acheminer chez les clients principalement en France.

Certains produits peuvent vieillir jusqu'à un an pour les infusions ou les arômes à base de fruits. En ce qui concerne les plantes, le vieillissement des produits peut aller jusqu' à 10 ans.

VI-b
Les fours à chaux du bourg

En 1921, un industriel, Francisque Chaux (1851-1949), obtient l'autorisation de réaliser au Bouchailloux (commune d'Allassac en Corrèze) une usine d'électro-métallurgie pour fabriquer du carbure de calcium. Cette usine est alors considérée *« comme la première du genre qui s'installe en Corrèze* ».

Cette installation est alimentée par le barrage hydro-électrique du Saillant sur la Vézère que Francisque Chaux a fait construire en rehaussant un premier barrage insuffisant pour son projet électro-métallurgique.

C'est en 1926 que le site de Saint Martial est retenu pour la production de chaux, principale matière première de l'usine. Les terrains nécessaires sont acquis la même année. Le premier four est mis en service en 1928, le second est achevé en 1929 et un troisième four ainsi que des hangars et un garage sont construits entre 1935 et 1939.



Ces fours sont situés aux abords de la RD 705 qui relie Excideuil à Périgueux. Le site comprend 3 fours bâtis adossé à une carrière et forment ainsi 3 tours couvertes avec charpente métallique et cheminée. Une plate-forme de chargement réunit les 3 bâtiments à leur sommet et une passerelle permet de passer de la carrière à ciel ouvert à la plate-forme. L'ensemble s'élève à 18 mètres environ (cheminées comprises). La base de chaque tour forme un carré de 5,20 mètres de côté ; les gueules des fours présentent un diamètre intérieur de 2,77 m. La structure interne en briques réfractaires prend appui sur une enveloppe de maçonnerie cylindrique. Le déchargement se fait dans le passage voûté de chacun des fours. L'extraction se fait par dynamitage. La pierre à chaux est chargée dans des wagonnets montés sur rails et déposée près de la gueule des fours. La houille qui sert de combustible est hissée depuis le niveau inférieur dans une benne au moyen d'un treuil et ce jusqu'en 1931. À cette date, l'ouverture

d'un chemin d'accès permet un transport par camion.
Une société de Corgnac-sur-l'Isle exploite ensuite la seule carrière en 1965 mais l'exploitation ne durera pas longtemps. La municipalité de Saint-Martial d'Albarède s'est portée acquéreur de l'ensemble (fours et carrière) en 1986 pour une mise en valeur culturelle et patrimoniale.

Un habitant se souvient : *«…Un camion faisait la navette entre les fours et la gare d'Excideuil »*. La chaux, chargée manuellement à la pelle dans des wagons plats à hausses rabattables, est expédiée par voie ferrée vers l'usine d'Allassac.

Durant la guerre, deux fours sont continuellement en activité et vaudront des ennuis à F. Chaux, dont l'accusation d'avoir collaboré avec l'ennemi. Pour son grand âge à la fin de la guerre, il ne sera pas poursuivi.

La fermeture du site d'Allassac et, par conséquent celui de Saint Martial, est décidée en 1959. L'usine est transférée à Lannemezan (Hautes -Pyrénées), les ouvriers sont licenciés.

Une société de Corgnac-sur-l'Isle exploite ensuite la carrière mais l'exploitation ne durera pas longtemps.



Fours à chaux



Qui est Francisque Chaux

Présenter un personnage de l'envergure de Francisque Chaux ne s'écrit pas en quelques lignes. La vie de cet industriel est foisonnante.

Son énergie, sa créativité et son esprit d'entreprise : cela va vous surprendre vous aussi.

Né à Combronde (Puy de Dôme) le 20 septembre 1851, Francisque Chaux entre dans l'administration des Ponts et Chaussées après des études d'ingénieur. Il travaille à la réalisation de grands projets de chemin de fer.



En 1890, il devient entrepreneur de travaux publics. En 1896, il se consacre au développement des entreprises électriques avec le ministre Albert Claveille participant ainsi à l'électrification de Montignac avec la construction d'une centrale sur la Vézère avec un barrage et une turbine.

En 1899, il fonde les Scieries de Montignac près de la gare, la ligne Nontron-Sarlat venant juste d'être mise en service.

Cette année-là voit la création de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Périgueux (CCI) et Francisque Chaux participe à la fondation de cette chambre consulaire.

Vous connaissez l'épisode des fours à chaux qu'il a fait construire à Saint Martial d'Albarède. Nous sommes alors en 1926.

En 1927, la CCI met en œuvre la création de l'aérodrome de Bassillac.

Dans les années 1920, il lance le Lido et en 1928, les Parisiens découvrent un établissement de loisirs inédit.

En 1936, il devient le quatrième Président de la CCI de Périgueux.

En 1940, il accueille le personnel et les structures de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg (celle-ci fonctionnera à Périgueux jusqu'en 1945).

Evelyne Collin



VII
Vivre aux Papeteries de Condat durant les années fastes : les souvenirs du directeur et des employés

Du fondement de l'usine de Condat à son « âge d'or »

Les Gillet au fondement de l'usine de Condat,

Un « soldat perdu » à la recherche d'un emploi,

Un membre de la famille Gillet aux commandes de l'usine,

Le portrait d'un « ex militaire », devenu directeur de l'usine,

Les souvenirs de Joseph Estoup sur son mandat,

Une politique sociale avantageuse, soumise au changement de propriétaire,

L'apprentissage du travail en équipe,

Le travail des préposés aux machines

Une pragmatique du travail et/ou un « esprit Condat ?»

L'article qui suit se concentre sur le mandat de directeur de Joseph Estoup[1] et oriente son questionnement sur les souvenirs du vécu, des situations et des interrelations qui ont animé les employés et leur directeur au sein de l'usine. En cette période, le nombre d'employés, après d'importants recrutements, était arrivé à environ un millier et la production était à mi-mandat au plus haut. Les premières informations collectées dans la presse de cette époque, dans quelques articles de revues universitaires et des ressources radiophoniques ainsi que dans les productions de communication de l'entreprise[2] décrivent un climat social contenu sous contrôle d'un encadrement ouvert à la négociation.

La longue durée de ce mandat a connu un changement de propriétaire et une évolution des métiers au cours desquels se serait constituée une « entité[3] » dotée d'un « esprit Condat » susceptible d'être transmis aux générations suivantes. « L'entité qui se serait constituée aurait-elle une conception pragmatique[4] et idéologique, ayant des incidences sur les relations et les modes de vie dans l'enceinte de l'usine ? ». Telle est la question centrale de l'article.

L'article est établi à partir des quelques sources documentaires portant sur la fondation de l'usine et d'une trentaine d'entretiens d'employés, souvent entourés de membres de leur famille et affectés aux « machines » productrices des rouleaux de papiers.

Les Gillet au fondement de l'usine de Condat

Au début du XX^{e} siècle, la France connut une expansion rapide de son industrie chimique et de la production de pâte à papier. La demande en papier

[1] Joseph Estoup fut directeur des Papeteries de Condat de 1964 à 1975, après y avoir été recruté deux années auparavant comme chef du personnel.

[2] Les références bibliographiques figurent en notes de bas de page.

[3] En sciences sociales, le terme entité est souvent utilisé pour décrire des groupes, des institutions ou des systèmes sociaux considérés comme des unités d'analyse distinctes. Une famille, une communauté, une nation ou une organisation peuvent être étudiées comme des entités ayant leurs propres dynamiques et caractéristiques, *Le Dictionnaire.*

[4] L'adjectif "pragmatique" désigne une approche basée sur l'efficacité, la practicité et le réalisme.

explosait : la presse quotidienne, l'imprimerie industrielle, les productions administratives et les premiers emballages modernes en étaient de gourmands acheteurs. Alors que « le développement de l'industrie chimique a toujours été très lié à l'industrie textile, grande consommatrice de ses productions, la famille Gillet, à laquelle les observateurs de l'époque ont prêté une influence considérable, sut y répondre[5]». Le modeste atelier de teinture pour soie fondé en 1838 par François Gillet est devenu, trois générations plus tard, un ensemble industriel gigantesque, dont a fait partie, en 1907, l'installation sur le site du Lardin, choisi pour ses atouts géographiques et humains[6], une modeste usine produisant du tannin de châtaigner.

François Gillet était un catholique social utilisant sa fortune au service des plus démunis. (…) Bonnes œuvres, construction d'une église, ouverture d'une école d'apprentissage et d'une autre pour jeunes filles, François Gillet était visionnaire. Il instaura une caisse de retraite et mit en place un système de primes pour ses employés, sorte d'intéressement avant l'heure[7].

L'installation de la famille Gillet au Lardin fut déterminante pour son avenir : toutes les activités ultérieures ont découlé du site industriel originel. Il y eut, entre autres, des ateliers de chimie, des chaudières industrielles, des bâtiments en brique, puis des logements pour le personnel. Ses avantages sociaux et salaires, supérieurs aux autres entreprises, allaient attirer à proximité des familles et des infrastructures et lui permirent de devenir le premier employeur de la région à partir de 1960.

Dans les années 1920, l'usine s'agrandit. Elle se dota du terrain des Mines du Lardin et de celui qui l'entourait. La société Gillet prit le nom de Progil, contraction de « Produits Gillet » et orienta le site périgourdin[8] vers des produits destinés aux procédés de papetiers. Il fut réaménagé pour produire de la pâte à papier à partir de fibres de bois et devint le premier producteur de pâte chimique à partir de feuillus, en l'occurrence des châtaigniers.

Des années 30 aux années 60, l'usine de Condat put, malgré des moments de difficultés financières, continuer à se moderniser. Elle devint en 1931 une papeterie lorsqu'une première machine à papier[9] fut installée. Elle fut suivie progressivement par d'autres extensions, permettant de produire toute une gamme de papiers pour édition, écriture, papier couché… Les grèves de 1938[10] puis les années de la deuxième guerre mondiale ont ralenti l'activité de l'usine. Elle reprit dans l'immédiat après-guerre, qui fut pour l'usine un moment faste. Elle employait dans les années 1960 plus de 500 salariés.

En 1962, une nouvelle chaîne de production comprenant la nouvelle machine 4, une coucheuse et des ateliers de transformation fut construite. Parallèlement, le 27 avril 1962, la S. A. des Papeteries de Condat, au capital de 49 millions de francs partagé entre Progil, Pricel et La Cellulose du Pin fut créée. L'année 1962 connut un essor continu. Elle fut l'année pendant laquelle furent recrutés plusieurs « ex militaires » dont l'un, Joseph Estoup, devint en 1964 directeur de l'usine.

[5] Joly Hervé, « Progil, un chimiste moyen à l'ombre des grands (années 1870 à 1969) », *Cairn*, chapitre V1, dans Les Gillet de Lyon, 2015, p.151 à 180.

[6] Le site offrait : une eau abondante, une ligne ferroviaire, des exploitants agricoles attirés par l'obtention de salaires réguliers, un site peu peuplé où pourraient être utilisés des produits chimiques sans forte opposition. « Le passé de ce territoire est très riche. Cela va des houillères de charbon exploitées par l'ingénieur Cyprien-Prosper Brard à la naissance de verreries dans le secteur, puis à la production du papier », Dominique Borie, présidente de l'association Musée de l'Industrie, situé à Saint-Lazare.

[7] Joly Hervé, idem supra.

[8] Le site est qualifié d'« emblématique du Terrassonnais » par Pascal Faiseaux», dans « Papeteries de Condat : vie et déclin d'un fleuron », sur *France 3*, le 12 juillet 2023.

[9] L'usine du Lardin était la première à produire du papier pour édition à partir de châtaigniers.

[10] Dans un article consacré à l'usine de Condat, peu traité par ailleurs, Michel Genty précise que lorsque l'entreprise, en butte à des difficultés financières, licencia une centaine de personnes sur 400, elle fut occupée par les grévistes de juillet 1938 à janvier 1939. Genty Michel, « Les papeteries de Condat », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest. Sud-Ouest Européen*, 1971, pp. 325-342.

Un « soldat perdu » à la recherche d'un emploi

Dans l'ouvrage intitulé « Lits de cendres. Témoignage[11] », Joseph Estoup livre un récit sans concession sur les périodes de guerre auxquelles il a participé, en Indochine[12] puis en Algérie[13].

Affecté en Algérie au 1er bataillon étranger de parachutistes (1er BEP)[14], il arriva le 27 mars 1955 à Oran et prit ses fonctions qui durèrent du mois de mars 1955 au mois d'avril 1961. Ayant participé au putsch d'Alger le 21 avril 1961, il devint un « soldat perdu », appellation attribuée aux insoumis par le général de Gaulle. À l'issue du procès du 1er REP qui se tint les 6, 7 et 8 juillet, les putschistes furent « rejetés » par l'Armée. Le capitaine Estoup perdit son grade et fut rayé des cadres le 6 août par un arrêt de la Cour de cassation du 5 août 1961[15].

Il fallut rechercher un emploi civil. Peu informé sur le monde des entreprises, Joseph Estoup se présentait comme « ex capitaine ». Fort heureusement, la « Saint-Cyrienne »[16] avait reçu des propositions de recrutement de Gérard Bizot, héritier industriel de la famille des Gillet de Lyon. « Il avait fait son service militaire chez les parachutistes et s'était entiché du 1er REP pour son « savoir-faire expéditif[17] ».

Le 4 octobre 1960, lorsqu'une crue de la Vézère[18] submergea l'usine, Gérard Bizot plaida pour un quadruplement de la production contre un arrêt définitif envisageable. Souhaitant dès lors un apport de sang neuf dans l'encadrement, il recruta, après leur condamnation, cinq des anciens officiers du 1er REP, conviés à un banquet anniversaire de la crue le 5 octobre 1961. Il recruta Joseph Estoup trois mois plus tard.

Le 2 février 1962, jour de son entrée en fonction, Joseph Estoup fut accueilli chaleureusement par le chef du personnel. Il allait être affecté à la fonction de chef du personnel, mais devait faire, préalablement à sa prise de fonction, un stage de formation dans une autre filiale des Gillet. Il partit donc avec son épouse[19] à l'usine de Labrugière, plus petite que celle de Condat et idéale pour ce « qu'il devait apprendre ». Cependant, la situation politique du moment, en particulier les attentats de l'OAS Métro, avait provoqué le rappel des permissionnaires, dont l'épouse de Joseph Estoup aurait dû faire partie. Là encore, rien ne se passa de la façon attendue : pour avoir accueilli un confrère de son époux, impliqué « dans une mauvaise affaire », elle se trouva incarcérée du 8 avril au 22 juin à la prison de la Petite Roquette, où étaient déjà une vingtaine de détenus politiques, dont beaucoup venaient d'Algérie. Bénéficiant d'un non-lieu et ayant démissionné de ses fonctions, elle rejoignit son époux, à l'usine de Condat.

[11] Joseph Estoup, «Lits de cendres, témoignage », sixième édition, Yvelnédition, décembre 2024. La courte biographie de J.Estoup présentée ci-dessus provient essentiellement de ce livre.

[12] La guerre d'Indochine eut lieu de 1946 à 1954 .

[13] La guerre d'Algérie eut lieu de de 1954 à 1962.

[14] Le 1er régiment étranger de parachutistes (REP) était un régiment de la Légion étrangère dans l'Armée de terre française créé en 1948 en tant que bataillon (1er BEP) et dissous en 1961 à la suite du putsch des généraux à Alger.

[15] Dans le livre mentionné supra : Joseph Estoup, "Le temps des Ex" les 7 années courant de sa condamnation à l'amnistie de 1968.

[16] Saint-Cyrienne est une "confédération" de promotions de Saint-Cyriens, au sein desquelles le "secrétaire" de chaque promotion joue un rôle essentiel pour la vie et la cohésion des "Promos".

[17] Brevet d'efficacité décerné par le Général De Gaulle lors du putsch d'Alger en avril 1961.

[18] Pour assumer la décision de poursuivre l'exploitation après cette crue "millénaire", toutes les usines du groupe Progil dépêchèrent leurs services de maintenance au secours de Condat qui redémarra après trois semaines de travaux .

[19] Joseph Estoup avait épousé le 31 janvier 1962 Marie-Lise Banzet, veuve d'un lieutenant, affecté au Tonkin où il disparut en mai 1950. Elle avait accompagné le général de Lattre en Indochine et devint la dame de compagnie de son épouse. Elle rencontra Joseph Estoup lors de ses visites à la prison de Fresnes où il était incarcéré.

Un membre de la famille Gillet aux commandes de l'usine de Condat

Joseph Estoup débuta à l'usine sous Gérard Bizot, directeur général des Papeteries de Condat. Leurs relations ont été décrites comme bonnes par les employés de l'époque. De Gérard Bizot, fils du président de Progil et « chouchou » de sa grand-mère, le personnel raconte qu'il « bousculait les manières de sa famille[20] ». Il « était venu d'abord en tant qu'ouvrier pour « apprendre son métier » sans que son origine soit communiquée.

Nommé directeur général, animé d'un « esprit de lutte et de défi » et « baroudeur », il ne se décourageait pas devant les évènements catastrophiques, comme la dernière crue. Il s'entourait de personnes « actives », était généreux et tutoyait tout le monde. Il lui arrivait de donner un prix aux perdants des compétitions cyclistes qu'il organisait. Il rencontrait à Paris, aux réunions du comité central de l'entreprise Progil, le représentant de la CGT venant de l'usine de Condat. Lors de la grève générale de mai 1968, il arriva à l'usine en venant du siège de Progil sis à Paris, en voiture, avec un sac de billets de banque assurant la paye de cette période tourmentée.

Sous la présidence de Gérard Bizot la production de l'usine augmenta considérablement. Une nouvelle machine, la 4, achetée aux États-Unis[21], fut installée en l'espace de 2 ans « sur les terres récemment achetées pour agrandir le site». Il fallut 3 ans pour en obtenir une production satisfaisante.

Gérard Bizot mourut en 1968.

Le portrait d'un « ex militaire » devenu directeur de l'usine

C'est après avoir été chef du personnel les deux premières années de sa carrière à l'usine que Joseph Estoup en fut nommé directeur, puis directeur général adjoint en 1968 jusqu'en 1975. Selon ses employés, le caractère du directeur rendit son mandat « heureux». « Il s'était adapté ». Un seul interviewé remarqua qu'il ne rencontrait pas le directeur.

L'ouvrage intitulé « La Vézère coule depuis longtemps en Europe. Histoire des Papeteries de Condat » et publié par l'usine[22], souligne de Joseph Estoup « son énergie, son franc-parler, sa droiture, sa carrure de talonneur de rugby, son cran pour affronter les difficultés et sa puissance de travail …». Ce portrait est confirmé par les employés et les syndicalistes rencontrés. Ils se souviennent d'un « patron » - appellation du directeur usuelle à l'époque - « battant, cordial, très ouvert ». Sous son mandat, régnait « une bonne ambiance » . Il « avait canalisé les ouvriers », « on se sentait à l'aise », « iI aimait les gens ». D'anciens employés rencontrés l'ont trouvé « extraordinaire ». « Il était à l'écoute et résolvait les problèmes ».

« On connaissait le directeur, qui mangeait avec les ouvriers ». « Il était très modeste ». « Estoup n'était pas fier ». Des employés ont raconté qu'il « allait à la pêche avec eux ». « Il était respecté , on pouvait parler de tout ».

« En 68, pendant les évènements, les syndicats n'étaient pas en colère, ils considéraient leur directeur comme « partenaire » , ayant « la porte toujours ouverte ». Nul « clash entre Joseph Estoup et les représentants syndicaux : ils parlaient tous bille en tête, ils s'affrontaient, ils se comprenaient». Il a été vu « bouleversé » quand des accidents graves, dont quatre ont été mortels, se produisaient. « L'usine s'arrêtait ».

Gérard Bizot réunissait dans son « bungalow », qui était son pied-à-terre au Lardin, les anciens du 1er REP mentionné plus haut. L'un des employés interviewés souligne le caractère « un peu militaire » de ces cadres.

En fin d'année, Joseph Estoup « apportait une bouteille de champagne à chaque équipe ». Des souvenirs d'une ancienne employée sont rapportés

[20]Les citations de cette partie se rapportant à Gérard Bizot et à Joseph Estoup sont extraites d'entretiens anonymisés avec des employés de leur époque.

[21] Rédigée de sa main au dos d'une enveloppe, la commande fit date chez le constructeur Beloït dans le Wisconsin : "Bon pour la commande d'une MAP pour production de 200.000 Tonnes/An de papier d'Impression-Écriture. Signé Gérard Bizot."

[22] Par Frédéric Vitoux et éditée par les Papeteries en1989.

sur Facebook à propos de l'arbre de Noël de la société Progil, organisé pour les enfants du personnel : « Nous attendions avec impatience l'arbre de Noël où (vous) veniez nous raconter une histoire et participer, en compagnie du Père noël, à la distribution de friandises et de cadeaux ».

Les souvenirs de Joseph Estoup sur son mandat de directeur

En contrepoint de ce portrait, Joseph Estoup partage des remarques et des souvenirs sur la vie à l'usine et sur sa gestion durant son mandat.

Accueilli à l'usine le 2 février 1962, lendemain de son mariage, Joseph Estoup découvrit « une petite usine, une usine paternaliste », dont il contestera plus tard dans ses écrits la viabilité : selon lui, la crue de 1960 aurait été une occasion idéale pour mettre fin à l'activité de cette usine trop ancienne et de trop petite taille.

Il présentait Gérard Bizot comme faisant partie, en tant que membre de la famille Gillet, de ce qu'on appelait alors le « paternalisme éclairé[23] ». Il était le « jeune héritier des propriétaires que sa famille avait envoyé à Condat pour apprendre son métier de capitaliste ». « C'est à lui que nous (employés et lui) devons d'avoir trouvé ici le travail[24]» : en tant qu' « ancien parachutiste », voulant s'entourer de personnes actives et rapides, il décida de recruter des « ex militaires » du 1er régiment étranger de parachutistes (1er REP) actif pendant la guerre d'Algérie.

Reconnaissant qu'il était arrivé à l'usine en tant qu' « ex capitaine » à une période favorable, durant lesquelles les relations avec le personnel se fondaient sur la confiance et les échanges, il exprimait cependant dans ses écrits, comme dans nos entretiens, des doutes sur l'implantation et les productions de l'usine : « l'usine de « Condat (…) s'est de tout temps trouvée défavorisée par sa situation géographique trop éloignée de ses sources d'approvisionnement en matières premières et de ses clients imprimeurs[25] ».

« Durant les années de 1962 à 1970, nous étions dans un village. La population du Lardin savait tout de ce qui se passait dans l'usine ». C'est plus tard que l'« on y vivait en autarcie », précisait l'un des salariés interrogés.

Joseph Estoup compara le mode de direction de Progil à celui, paternaliste, de Michelin. Il remarqua que « le personnel était chouchouté » : « on lui avait construit une maison » et son salaire était égal à celui qu'il avait en Algérie. « On pouvait composer avec les syndicats ».
Les fiches de postes que Joseph Estoup avait fait faire[26] se répartissaient en 50 métiers pour un effectif qui passa de 450 au début de son mandat à plus de 900[27] à la fin. L'opération dura plus d'un an et permit de créer un système rigoureux de paye[28].

Une politique sociale avantageuse, soumise au changement de propriétaire

Pendant les premières années du mandat de Joseph Estoup[29], la politique sociale de l'usine a poursuivi celle des fondateurs, en l'occurrence celle de Progil relevant de la convention des industries chimiques. Elle était qualifiée de « paternaliste avisée » et comportait des « avantages formidables » souligne un syndicaliste[30] . En changeant de propriétaire, il fallut changer de convention : la « convention collective nationale de la production et de la transformation des papiers et cartons », celle de la Cellulose, était moins favorable que celle de la chimie, mais tout fut fait pour que la transition s'effectue sans dommages pour les salariés de Condat. Ils n'y perdirent rien, car des mesures furent prises pour maintenir les avantages acquis.

[23] Extrait de la note de Joseph Estoup intitulée « Des réalités du passé aux rêveries sur l'avenir ».

[24] Idem supra.

[25] Idem supra.

[26] Le classement a été fait par 3 salariés, dont deux syndicalistes , l'un CGT, l'autre FO et le troisième sans étiquette.

[27] Michel Genty compte dans l'article précité 850 personnes en 1970, dont 720 hommes et 130 femmes, d'une moyenne d'âge de 40/50 ans.

[28] A l'exception des trieuses qui étaient rémunérées selon leur rendement.

[29] De 1964 à 1969.

[30] Lors d'un débat organisé par l'ARES à Terrasson.

La politique sociale de Progil était codifiée et applicable dans tous ses établissements. Les règles de vie morales étaient consignées dans un recueil appelé « Bible sociale du Groupe Progil».

Les syndicalistes des Papeteries de Condat interrogés reconnaissaient que « le dialogue du directeur avec les syndicats » se passait « sans qu'il y eût beaucoup à revoir ». Plusieurs ont rappelé qu'il n'y avait « pas eu de directeur des ressources humaines[31] ». La fonction avait été assurée par 3 chefs du personnel qui se sont succédé.

Joseph Estoup estimait que les médecins locaux étaient trop généreux avec le personnel : « Ils avaient de grandes largesses pour signer un arrêt de travail ». Aussi, il instaura un système d' « absences autorisées » : légèrement soufrant, un salarié pouvait utiliser « une carte blanche » d'absence d'une durée limitée (48 heures) sans consulter un médecin.

La qualité de la politique sociale était reconnue, l'usine a fait du social : « Des lotissements ont été créés permettant d'habiter sur place, pour un loyer avantageux ». « Le personnel était chouchouté ». « Le travail à l'usine a permis aux enfants dotés de bourses de poursuivre des études ». Ils « pouvaient aussi partir en colonie en vacances ». « Des sorties étaient organisées pour les retraités ».

Les évènements de 1968[32] se sont répercutés sur l'usine.

Les relations avec le siège de Paris avaient été coupées aux débuts de la grève générale. Un syndicaliste de l'usine, d'abord retenu à Paris faute de train, fut raccompagné à l'usine par un chauffeur de la société. Il était porteur du « sac de commandes » d'Allemagne récemment obtenues. À l'usine, un comité de grève s'était constitué. Il y eut une scission entre la CGT et FO, dont le représentant avait été « meneur en 1938 ». *In fine*, l'usine ne connut qu'un jour de grève[33], « pendant lequel j'avais confié l'usine aux syndicats sachant que les deux machines à papier ne devaient pas s'arrêter de produire du papier et, en fin de journée, nous avons fait la visite de tous les ateliers pour que j'en reprenne la direction ».

Les salaires et les primes perçus à Condat étaient parmi les plus élevés de la région. Aussi, à l'issue des événements de 68, « la paye » locale étant plus favorable que ce qu'offraient les accords de Grenelle, Bizot fit, sans qu'il y ait augmentation, le geste d'effacer les sanctions liées aux grèves de 38.

Lors du changement de propriétaire de l'usine en 1969, c'est le directeur, Joseph Estoup, qui informa le comité d'entreprise du passage de l'usine sous l'égide de la Cellulose du Pin, filiale de Saint-Gobain.

L'apprentissage du travail en équipe

Les importantes mutations économiques et sociales de la deuxième partie du 20ème siècle ainsi que l'augmentation de la production de l'usine et son adaptation aux attentes des acheteurs ont fait évoluer les métiers et les pratiques professionnelles. De ce fait, la composition du personnel a évolué.

Les employés recrutés dans les années antérieures à 1964 étaient principalement d'origine paysanne, « venant de petites fermes » dans lesquelles beaucoup encore cohabitaient avec leurs parents ou grands-parents. L'emploi à l'usine pouvait assurer la survie de leur bien, l'achat d'une voiture ou la modernisation de leur habitat. Le covoiturage entre voisins s'organisait et créait des liens.

Ces travailleurs, « sans diplôme », étaient à la recherche de « salaires réguliers », s'ajoutant à leurs ressources agricoles[34]. Beaucoup avaient intégré l'usine dès l'âge de 18 ans et y avaient passé la totalité de leur vie professionnelle. Plusieurs membres d'une même famille pouvaient se retrouver à l'usine : « Mon père y était, tout comme mon beau-père, et mon frère ».

[31] Des entretiens on retient que le directeur ne le regrettait pas, pensant que la fonction personnelle « déshabille » les ingénieurs auprès de leurs équipes

[32] Grèves étudiantes, blocages d'usines, mouvements pour les droits sociaux, en France et à travers le monde, le printemps 1968 a donné lieu à des mouvements sociaux qui ont profondément changé la société.

[33] Certains le qualifie de simulacre.

[34] Dans un entretien, il est dit que le « double métier pour les paysans dura jusqu'en 2000 ».

De fait[35], sous le mandat de Joseph Estoup, l'augmentation et la diversification des recrutements nécessaires à la marche des nouveaux équipements ont apporté une « différence de mentalité ». Au contact de travailleurs venant d'autres établissements, les locaux « devenaient très « ouvriers ».

Parmi les employés, à la demande du sous-préfet de Sarlat, 25 harkis furent intégrés à l'usine.

Le travail des préposés aux machines

Le travail des préposés à la marche des machines et à leur maintenance était subordonné à celles-ci : ce sont elles qui le régulaient. Les employés comme le directeur reconnaissaient que le travail suivait le rythme des machines. Michel Genty dans l'article datant de 1971 constatait que « la pièce maîtresse de cette usine (était) une machine de 97 m de long, transformant la pâte en une feuille continue de papier, qui (s'enroulait) à la vitesse de 600 m à la minute ».

L'installation et la prise en mains de la machine Beloit appelée machine 4, achetée aux U.S.A, fut lente et difficile. Elle exigea plusieurs mois d'apprentissage. Sa production débuta le 4 avril 1963, jour de Pâques.

Joseph Estoup reconnaissait que le travail sur les machines était dur, bruyant jusqu'à être étourdissant, se déroulant sous une chaleur et des odeurs difficiles à supporter, comme le soulignait une ouvrière : «Condat, c'était cette odeur. Condat, ça sentait le chou. On a assez rouspété contre ça. Mais quand on la sentait, ça voulait dire qu'il y avait du travail[36] »

Plusieurs des interviewés ont qualifié leur travail sur les machines d'«exigeant, tantôt tranquille mais pouvant poser de graves problèmes si cela cassait ». En contrepartie, ils recevaient de la direction « reconnaissance et félicitations » d'un travail bien fait**.** Les risques du métier et le manque de sécurité ont été soulignés : certains disaient, « il n'y avait pas de chaussures *ad hoc* », d'autres ont reconnu qu'elles n'étaient pas portées. « Les conditions étaient difficiles ». Peu des salariés rencontrés ont fait part des « épisodes catastrophiques » (accidents, environnement pollué, grèves ...) qui ont eu lieu pendant ce mandat. Rappeler les accidents graves provoquait une souffrance perceptible. Ils ont été sujets d'enquête et de contrôles, sans procès.

Le directeur insistait sur la fraternité qui se manifestait principalement en situation difficile. La plupart des interviewés ont également souligné la convivialité de leurs équipes : ils étaient « comme une famille ». Aux heures des repas, « on se réunissait pour manger un casse-croute ensemble ».

Le développement d'une carrière était possible comme le montre l'exemple suivant : « lors de mes premiers jours, je faisais les paquets, puis j'ai été successivement au massicot, en équipe pour coller des étiquettes, en équipe de trois pour la coupeuse, et en fin de carrière premier contrôleur ». Pour leur part, les techniciens chargés de la maintenance connaissaient toute l'usine et tous ses équipements, l'un d'eux reconnut : « c'était un « privilège ».

Une pragmatique du travail et/ou un « esprit Condat » ?

« C'est triste de quitter ses copains en quittant l'usine », il y avait « l'esprit des copains », « Je n'avais pas envie de partir, j'aimais mon travail», « Le métier me manque », « La fraternité et la solidarité étaient là », « L'esprit d'équipe se révélait dans les moments difficiles ».

Ces citations imprégnées de nostalgie ont une tonalité ambivalente : elles démontrent comment le « vécu » à l'usine a ouvert sur de nouveaux horizons et favorisé, par le travail en équipe, la formation d'une collectivité, tout en insistant sur son lourd impact sur la vie familiale. Deux modes de « vécu » sont apparus dominants : le « paternalisme » de la direction et la « solidarité » entre salariés, qui assemblés ont contribué au

[35] Formule permettant d'opposer une situation de fait à une situation juridique

[36] Citation dans l'article de *Sud-Ouest* du 9 novembre 2023 intitulé « Papeteries de Condat : l'histoire de ceux qui l'ont vécue » par Clément Bouyet : « Lucienne Sarlande a passé plus de quarante ans aux papeteries de Condat. Embauchée en 1964, elle a connu l'âge d'or de l'entreprise du Lardin-Saint-Lazare, à l'époque le plus gros pourvoyeur d'emplois dans le secteur privé du Périgord ».

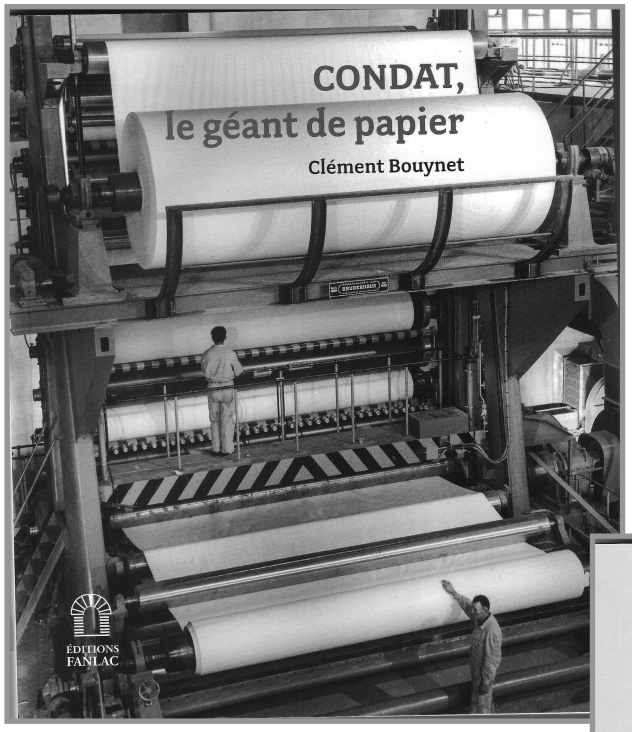
climat social « heureux ».

Cet assemblage a-t-il résisté ? Ce qui a été appelé l'« esprit Condat » a-t-il été transmis ? Seul l'avenir dira si le repreneur, SPB[37], annoncé à l'instant, ne gardant qu'une vingtaine d'employés sur les 200 en poste, pourra «faire évoluer le modèle de papetier traditionnel afin de l'adapter aux mutations du marché», via un «projet de réindustrialisation multi-sectoriel».

Quoique sans réponse avérée sur la transmission d'un « esprit Condat » , il est possible de souligner, la ténacité et l'implication des « Restants » dans le combat qu'ils ont mené pour sauver (leur) usine. Ne s'inscrivaient-ils pas dans un « esprit Condat » qui perdurerait ?

Véronique Richard

[37] SBP (Société de Participation de la Braye) ou Condat Solutions.

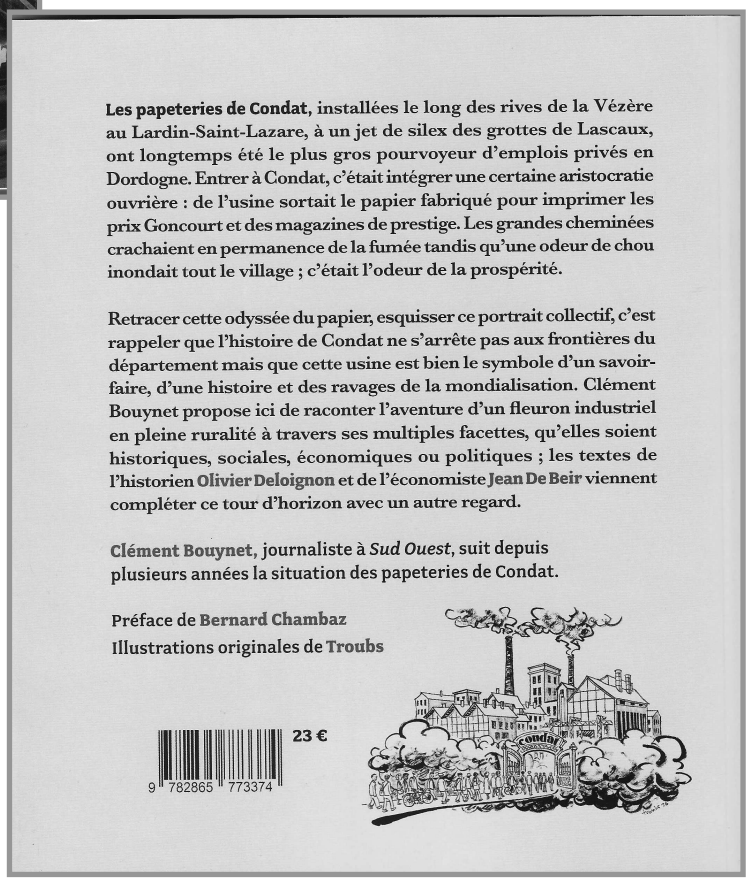


Ce livre raconte l'épopée de ce fleuron local que fut Condat d'un point de vue historique, social, économique.

La grande période industrielle de Condat et au tournant de son histoire. Une histoire riche qui a contribué à faire la réputation de ses papiers bien au-delà de nos frontières.

Elle fait partie de notre patrimoine local et, de ce fait, a permis à de nombreux habitants de nos contrées rurales d'y faire carrière et de bénéficier d'avantages sociaux importants.

Formulons l'espoir que ce nouveau départ vienne combler ce vide immense et soit une nouvelle aventure industrielle pleine de promesses.



VIII
Des Chapelles sur le territoire de Badefols d'Ans

Madame Vézine, (décédée en juillet 2015) très active dans la paroisse, a fait des recherches sur le passé religieux de Badefols d'Ans, et nous a laissé ce document.

Indépendamment de l'église paroissiale, il a existé au moins deux chapelles sur le territoire de Badefols. D'abord une chapelle consacrée à Sainte Valérie, située à l'extrémité du village de Raffaillac. On appelle encore l'emplacement le champ de Valérie.

Dans un contrat ou jugement de 1684 intéressant les vicaires du château de Ségur, en Limousin, qui avaient des mouvances sur la paroisse de Badefols, il est question d'une terre contiguë à l'église Sainte Valérie. La chose est si certaine que, le 16 février 1644, Solier Raffard, vicaire de Badefols, fit un baptême dans cette chapelle.

Du temps où les revenus des curés étaient constitués de livres et d'incunables, la terre de Sainte Valérie dépendait de la cure de Badefols.

Sainte Valérie était fille de Léocoduis, sénateur de Limoges. Baptisée par saint Martial, elle souffrit courageusement le martyre plutôt que de trahir sa foi. Elle était l'une des principales saintes du diocèse de Limoges. Badefols, faisant autrefois partie du Limousin, ou étant tout au moins à ses frontières, il n'est pas étonnant que le culte de Sainte Valérie ait été à l'honneur dans cette paroisse.

Outre la chapelle, il y a dans le village de Raffaillac une fontaine qui porte le nom de Sainte Valérie. On y allait plusieurs fois, en temps de sécheresse, demander de la pluie par l'intermédiaire de cette sainte. Le prêtre, après avoir plongé par trois fois le manche de la croix dans la fontaine, chantait une oraison provenant de l'ancien rituel du diocèse de Périgueux.

Il y avait aussi une chapelle au cimetière Saint-Martin. Était-elle consacrée au bienheureux Jean d'Espagne, comme la croix qui porte son nom ? Cela est crédible à la lecture des faits relatés ci-après par le chroniqueur de Badefols, Jean Raffaillac, notaire royal : « Le dimanche 19 octobre 1631, messire Solier Raffard, vicaire de Badefols, est allé dire la messe pour la paroisse à la croix de Saint-Jean-d'Espagne du fait du risque de contagion. » Il y avait donc une chapelle. C'était l'époque de la terrible peste. De plus, dans le registre des décès de 1670, à la date du 19 novembre, il est dit qu'un tailleur de la Goirandie fut enterré dans la chapelle du cimetière, près de l'entrée.

Qui était Jean d'Espagne ? Le bienheureux Jean naquit à Almanzal en 1123. Issu d'une riche famille, il vint en France pour ses études et se rendit à Arles. Épris de la vie religieuse, il se fit chartreux. Après avoir été prieur de la chartreuse de Montrieux-le-Vieux, située à Méounes-lès-Montrieux en Provence, il fonda l'abbaye du Reposoir, en Savoie, et mourut en odeur de sainteté le 25 juin 1160. Ce saint homme était invoqué dans les fièvres et maladies contagieuses. C'est ainsi que, lors de la peste, le vicaire de Badefols alla, un dimanche, dire la messe à la chapelle du cimetière.

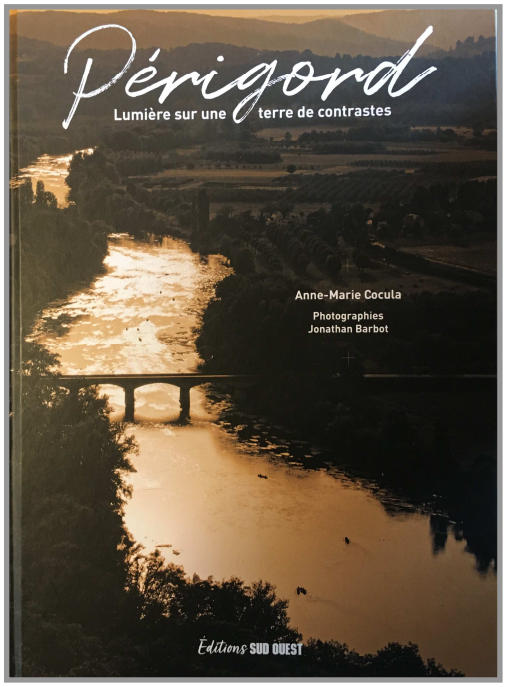
Nous pouvons croire qu'il exista d'autres chapelles sur la paroisse. Il y a en effet des sépultures dans la chapelle de la Goirandie, mais les tombeaux de la famille Bonnet se trouvent assurément dans la chapelle Saint-Jacques de l'église paroissiale.

Marie-Thérèse Vézine

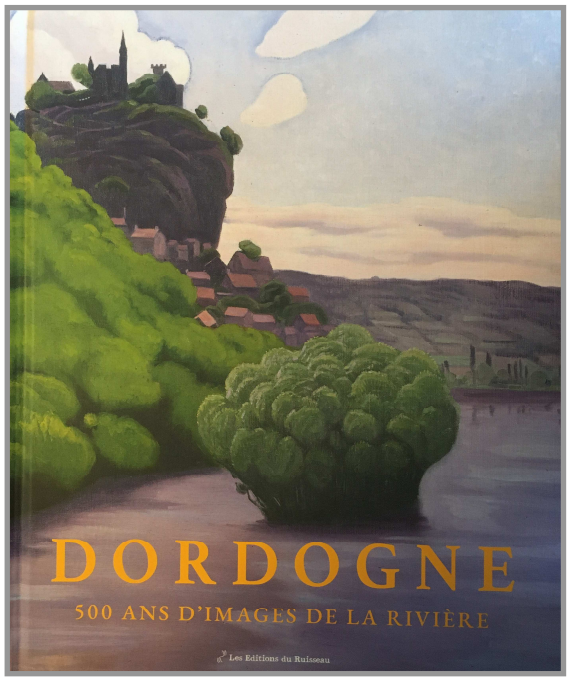
IX
Des idées de lecture

Trois « beaux livres », publiés récemment, (re)mettent à l'honneur la rivière nommée « Dordogne », qui, en 2012, fut récompensée par le label « Réserve biosphère » pour ses efforts envers l'environnement. Les trois ouvrages recensés apportent nombre d'informations, dont beaucoup sont très techniques, dans une langue compréhensible et sont magnifiquement illustrés. Il s'agit de :

- **Périgord. Lumière sur une terre de contrastes**, publié en 2021,
- **Dordogne, 500 ans d'images de la rivière**, en 2025,
- **La Dordogne, L'improbable dialogue**, en 2025.

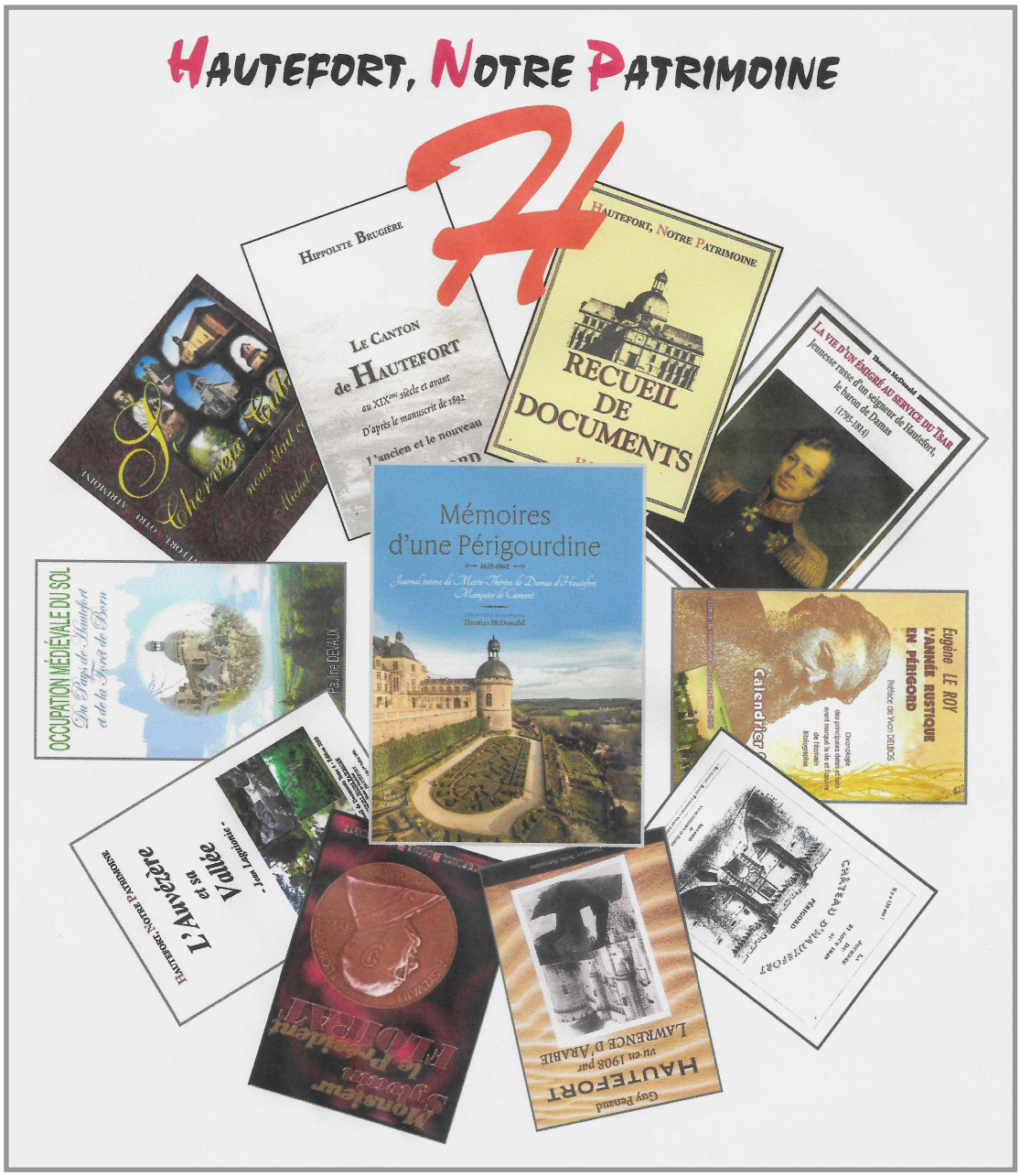


Ces trois livres s'articulent autour de la question « improbable » : Est-ce son passé plurimillénaire, son écrin naturel ou son art de vivre qui confèrent à notre région le caractère d'unique au monde ?



En réponse, on lit que la terre et l'eau y sont imbriquées depuis « la nuit des temps ». Si la Dordogne ne traverse pas Périgueux (ou plutôt « Vesuna », capitale du département) et laisse majestueusement ce rôle à l'Isle qui se joindra à elle à Libourne devenant alors la Gironde, elle convoie sur son parcours, calme ou capricieux, non seulement des hommes ou des productions locales (vin, bois, noix …) mais aussi des produits comestibles, comme les inestimables esturgeons, enrichissant la célèbre gastronomie périgourdine.
Reconnue comme artère commerciale fondamentale, à laquelle s'ajoute aujourd'hui une dimension touristique, notre Dordogne est bien un cours d'eau méritant cette (re)mise à l'honneur.





Hôtel de Ville de HAUTEFORT,
200 rue Sylvain Floirat, 24390 - HAUTEFORT.
Association régie par la loi du 1er juillet 1901.
Identifiant SIRET : 511 423 485 00016
Site internet : http://hautefort-notre-patrimoine.fr
Contact : secretariat.hautefortnotrepatrimoine@outlook.com

- déclarée à la Préfecture de la Dordogne le 17 Septembre 1997 - Récépissé N° 308161, publiée au J. O. N° 41 du 11 Octobre 1997.
- objet : Connaissance des faits, événements et réalisations ayant marqué la vie et constitué l'histoire du Pays de HAUTEFORT,
  Recensement et classement de tous documents historiques relatifs à la commune de HAUTEFORT et aux communes voisines.
  Mise à la disposition du public des documents ainsi centralisés.
  Organisation de toute action et sortie culturelles destinées à enrichir la connaissance de ses adhérents et de tout public.

Compte rendu d'activité n° 74 mai 2026

Document conçu et réalisé par HNP, imprimé par la Mairie de Hautefort
conception et mise en page Michel Desmaisons
Photographies HNP, internet et auteurs des articles présentés
H.N.P., le 19/05/2026 ind 2